

accrue de 25 pour cent durant les dix dernières années. Ce pays a non seulement gardé ses propres habitants, mais encore les étrangers qui sont allés s'y fixer. On nous a dit souvent qu'il y avait eu un déplacement de population aux Etats-Unis, et je crois que l'honorable député de Hastings-est a répété la même chose. C'est vrai, mais quoique ce déplacement ait eu lieu, par suite d'un changement d'Etats de la part d'une certaine partie de la population, la nation comme nation n'en a subi aucune perte. C'est pourquoi, il me semble que les honorables membres de la droite, en ignorant sciemment l'état réel du pays, ne remplissent pas la tâche que le pays a droit d'attendre de leur part. Le vrai patriote, au lieu de s'enfouir la tête dans le sable, à l'instar de l'autruche, et de fermer les yeux sur ce qui se passe, envisage la situation réelle du pays. Quiconque agit ainsi, doit voir que l'état actuel du pays n'est pas satisfaisant, et qu'une réforme est nécessaire. Je prétends que dans cette occasion comme dans d'autres, les seuls patriotes sont du côté de la gauche.

Je déclare en toute sincérité que si les honorables membres de la droite comprenaient tant soit peu le devoir du moment, ils n'affirmeraient point que le pays est prospère, mais ils reconnaîtraient franchement que pour un jeune pays destiné à un grand avenir, le Canada est dans un état lamentable, lorsqu'il ne peut garder sa population, et qu'il incombe à tous les patriotes de chercher un remède à cet état de choses.

Quel doit être ce remède ? Voilà la question ; et malgré nos divergences d'opinions, nous conviendrons tous, j'en suis sûr, que ce qu'il faut à notre pays en ce moment, c'est un plus vaste marché pour ses produits. Le Canada est aujourd'hui dans la position d'un jeune geant enchaîné et garrotté, dont les mouvements ne sont pas libres, et, tout ce qu'il lui faut, c'est d'être débarrassé de ses liens et d'avoir l'occasion d'utiliser ses forces en dehors de ses limites. C'est là la politique dont nous prêchons l'adoption depuis des années, et quoiqu'elle n'ait pas été acceptée par la droite, je sais que plusieurs honorables membres de cette droite ont été forcés de s'avouer que la politique qui doit être adoptée consiste à trouver quelque part des débouchés pour nos produits. D'un autre côté, plusieurs membres de la droite espéraient, il y a quelques jours à peine, que la Grande-Bretagne modifierait sa politique commerciale et que nous trouverions dans ce pays un plus vaste marché que celui que nous y possédons aujourd'hui ; que la Grande-Bretagne se départirait du principe du libre-échange et ferait une distinction douanière en faveur des produits coloniaux, pendant que les colonies feraient la même distinction en faveur des produits de la Grande-Bretagne. Cette question a été résolue dernièrement par le parlement anglais, alors qu'on a déclaré qu'il ne fallait pas espérer voir la Grande-Bretagne se départir de sa politique libre-échangiste, de sorte que l'espoir que nourrissaient sur ce point quelques-uns de nos collègues de la droite, s'est à jamais évanoui. Il incombe donc maintenant à ceux qui croient à la possibilité d'améliorer la situation sous ce rapport, de changer d'attitude et de chercher des débouchés ailleurs.

Après la déclaration faite l'autre jour devant le parlement impérial, il est évident que la Grande-Bretagne ne se départira pas de sa politique libre-échangiste. Je dois dire cependant qu'il y a de la grandeur dans la politique économique de l'Angle-

terre, politique qui est plus grande que celle de n'importe quel autre pays. Elle ouvre ses portes à l'univers entier sans s'occuper si le reste de l'univers lui ouvre, ou non, ses portes. Mais il est évident tout de même que le rêve fait il y a cinquante ans par John Bright et Cobden relativement à la liberté du commerce, ne s'est pas réalisé. On s'attendait alors à ce que les autres nations imiteraient successivement l'exemple de la Grande-Bretagne et adopteraient le libre-échange. Cet espoir ne s'est pas réalisé. L'Angleterre est le seul pays qui ait adopté le libre-échange, mais quoique le rêve ne se soit pas pleinement réalisé, il est évident néanmoins que l'idée libre-échangiste gagne du terrain : elle s'affirme d'une autre manière, au moyen de traités de commerce. Des nations qui sont aujourd'hui protectionnistes, non parce qu'elles aiment la protection, mais simplement parce qu'elles craignent de donner un avantage à leurs voisins en adoptant le libre-échange, passent des lois qui accordent le libre-échange aux pays voisins, en retour du libre-échange que ceux-ci leur offrent.

Voici, par exemple, ce que nous voyons en Allemagne. Le Zollverein allemand est une des associations les plus protectrices de l'univers, et cependant, depuis un an, il a offert la réciprocité commerciale à la Suisse, à la Belgique et à l'Italie, de même, je crois, qu'à l'Autriche et à l'Espagne. Nous avons de plus l'exemple de la république américaine, qui a accordé le libre-échange à toutes les nations de l'Amérique du Sud, ainsi qu'aux Antilles. C'est aussi la politique du parti libéral du Canada. Je reconnais que nous ne pouvons pas obtenir le libre-échange tel que nous désirerions l'avoir, ni l'accepter tel qu'il existe en Angleterre, mais notre politique consiste à étendre le libre-échange au moyen de traités de commerce avec d'autres nations. C'est là, je crois, la politique qui se recommande aujourd'hui non seulement à ce parti, mais encore aux nations les plus civilisées du globe.

Il est vrai que les membres de la droite n'ont pas favorablement accueilli nos propositions dans ce sens. Ils sont conservateurs, et, par conséquent, ils sont lents à adopter des idées nouvelles, mais la politique que nous avons préconisée doit avoir du bon, car il y a une couple de semaines, ils ont fait un voyage à Washington. Je ne traiterai pas aujourd'hui la question de la réciprocité absolue, dont il n'est pas fait mention dans le discours du Trône, et que nous aurons souvent l'occasion de discuter au cours de la session ; mais l'honorable député a dit que les membres de la gauche ne comprendraient pas la position du parti conservateur touchant la réciprocité. Les honorables membres de la droite ne me paraissent pas comprendre ce qu'est la réciprocité absolue. Dans tous les cas, ils prétendent ne pas la comprendre, ou bien ils la représentent assurément sous de fausses couleurs. L'honorable député qui, j'en suis sûr, est un bon conservateur, nous a dit que son parti désirait vivement obtenir la réciprocité pour les produits naturels. S'il avait fait partie de cette chambre pendant la dernière session ou quelque temps auparavant, il aurait constaté que c'était peut-être jadis la politique de son parti, mais que ça ne l'est plus. N'avons-nous pas entendu ici un ministre de la Couronne déclarer, il y a deux ou trois ans, que la réciprocité en ce qui concerne les produits naturels serait la ruine du cultivateur canadien. Ce n'est pas là une déclaration isolée ; mais la même chose